



POLOGNE QUAND LES PARENTS SONT PARTIS...

Depuis l'élargissement de l'Union européenne vers l'Est, près de deux millions de Polonais ont quitté le pays pour aller tenter leur chance à l'étranger. Une émigration aux allures de miracle économique qui a un coût: celui des «euroorphelins», ces enfants laissés seuls, livrés à eux-mêmes.

Texte: Prune Antoine Photos: Chiara Dazi

«**L**a famille, c'est fini!» Bogdan Wrobec, le solide proviseur de l'école primaire de Bialystok, a l'air démuni. Alors que la cloche retentit dans le couloir orné d'un portrait de Jean-Paul II, un nuage de marmots s'envole. Dans cette ancienne ville industrielle aux confins Nord-Est de la Pologne, la famille est pourtant sacrée. Enfin presque. «Aujourd'hui, beaucoup de nos élèves vivent avec leurs grands-parents ou même seuls, raconte Wrobec. Leurs parents ont tout quitté pour travailler à l'Ouest. Résultat: les petits deviennent agressifs ou déprimés. Certains ne viennent même plus en cours.»

Depuis l'intégration du pays dans l'Union européenne en 2004 et l'ouverture des marchés du travail aux immigrants de l'Est, un grand nombre de Polonais ont, en effet, plié bagages. En 2007, sur une population de 38 millions d'habitants, on en

comptait 1,86 million résidant dans les pays de l'Union européenne, principalement en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Irlande. Un chiffre auquel il faut ajouter les travailleurs clandestins. Cette vague migratoire, la plus importante enregistrée depuis la Seconde Guerre mondiale, a un prix: la désintégration de la cellule familiale. En Pologne, le nombre des divorces a explosé de 50%, tout comme l'abandon d'enfants. D'ailleurs, au printemps dernier, un rapport de la Fondation Droit Europe mettait le feu aux poudres: 110 000 enfants auraient été «placés» dans des orphelinats d'État, et un sur quatre en Pologne aurait au moins l'un de ses géniteurs à l'étranger. Le problème pourrait concerner jusqu'à un demi-million de mineurs. Ces enfants sacrifiés de l'émigration économique, la presse polonaise les a officiellement rebaptisés «euro-sieroty», pour «euroorphelins». Leurs parents ne sont pas morts. Mais absents.

COMMENT VIVRE AVEC 250 EUROS PAR MOIS?

Klaudia a 10 ans, deux fossettes au coin des lèvres et ses cheveux blonds qui encadrent son visage rond. Depuis que ses parents ont divorcé, sa maman vit en Suède, son papa en Angleterre. Désormais, elle habite à Bialystok dans un lotissement gris à côté de son école avec sa «super grand-mère», Cristina Popko, 60 ans. Pour l'instant, elle trouve cela plutôt «cool». Ses dernières vacances d'été, elle les a passées à Stockholm et elle garde un contact étroit avec sa mère: tous les deux jours, elles discutent au téléphone. Klaudia aimerait bien la rejoindre définitivement, mais il faut d'abord «finir l'école».

Dans le petit appartement aux murs pastel tapissés de photos, la télévision diffuse l'interview d'un membre du gouvernement. «Tous des pourris, ces politiques!», lance avec fureur Cristina, en baissant le volume du poste. Cette femme à poigne entend garder son optimisme. Depuis son cancer du sein, elle en a vu d'autres. Klaudia devrait rester avec elle au moins jusqu'à la fin de l'année. «On est mieux à deux que seul dans son coin», affirme-t-elle. D'ailleurs, la petite, encore en primaire, ne semble pas trop souffrir de la séparation: elle a les «meilleures notes de son école» et a déjà commencé à apprendre l'anglais. Tous les mois, sa maman, qui travaille comme femme de ménage à Stockholm, lui envoie un peu d'argent. Mais du montant de cette pension, Cristina refuse de parler, tout comme de son ex-gendre. Elle-même travaille encore dans une boulangerie où l'on fabrique «des croissants français», précise-t-elle avec un clin d'œil. Le choix de sa

Bialystok, chef-lieu de la région polonaise de Podlachie, connaît une forte émigration économique. Les parents partis, les enfants se retrouvent dans ces écoles, des sortes d'«euro-orphelinats».



filles, elle l'approuve. «Après son divorce, elle a choisi la meilleure solution. Comment vivre ici avec 1 000 zlotys (250 euros) par mois? Il n'y a pas d'autres solutions de toute façon: tout le monde est parti.» La ville de Bialystok, successivement lituanienne, biélorusse, russe et polonaise au fil des caprices de l'Histoire, est le chef-lieu de la région polonaise de Podlachie. L'endroit, situé à une cinquantaine de kilomètres de la frontière biélorusse fait partie des plus touchés par l'émigration économique. La bourgade voisine de Siemiatycze a même été rebaptisée «la banlieue de Bruxelles», car la majorité de ses habitants travaille dans la capitale belge. Au noir évidemment. Plus jeune, Cristina Popko aussi a tenté l'aventure de l'exil, laissant sa fille encore adolescente à son mari. En 1995, elle part travailler un an en Hollande comme fleuriste: «Là-bas, c'est pas comme ici. On peut faire confiance à tout le monde, les vélos ne sont même pas verrouillés.» Pourtant, elle a fini par rentrer à Bialystok: des problèmes avec la «langue hollandaise», mais surtout avec

son mari ont eu raison de ses velléités d'indépendance. «Maintenant, je ne peux pas dire à ma fille de ne pas le faire. Il n'y a pas que les plombiers qui partent, ironise-t-elle. Les médecins aussi quittent la Pologne.»

UNE BÉRÉZINA FAMILIALE

Ce phénomène de fuite des cerveaux et de la main-d'œuvre ne touche pas que les Polonais,



mais l'ensemble des pays de l'ancien bloc de l'Est. Après la transition de 1989, une situation économique difficile (avec parfois un taux de chômage flirtant avec les 25%) a incité nombre de leurs ressortissants au départ. Évidemment, cet exode s'est accéléré au moment de leur intégration dans l'Union européenne, avec la mise en application des principes de libre circulation des travailleurs. En Roumanie, près de 10% de la population travaille à l'étranger, essentiellement en Italie et en Espagne. Les estimations chiffrent à 800 000 le nombre d'enfants séparés d'au moins un de leurs parents. Des problèmes de violence ou des cas de suicides ont été rapportés. Et, en Bulgarie, la situation est si grave que le gouvernement a décidé de changer le Code de la famille, afin de rendre les enfants orphelins de l'émigration disponibles à l'adoption. Un battage médiatique, rien de moins! À Varsovie, Bartek Walzack, sociologue pour l'ONG Pedagogium de Varsovie, n'hésite pas à dénoncer ce qu'il appelle une «stigmatisation» du phénomène. Selon lui, les médias cherchent à titiller le conservatisme de la société polonaise, en rendant «tabou» tout ce qui relève de l'émigration.

«Je n'appelle pas orphelin un enfant dont les parents partent travailler six mois à l'étranger... justifie-t-il. Les vrais orphelins de l'émigration restent une minorité, peut-être entre 3 000 et 18 000 enfants, issus de familles qui sont déjà en proie à des difficultés sociales avant leur exil. Il est plus que temps de regarder les effets positifs de l'émigration: diminution du chômage, augmentation des salaires...» Un discours en rose à l'image de la série *Londynczycy* (*Londoniens*), retraçant les tribulations de quatre jeunes Polonais partis tenter leur chance dans la capitale britannique et qui connaît des pics d'audience depuis son lancement à la rentrée dernière.

Pour autant, face à la curiosité de la presse et soumis aux pressions des parlementaires, pas question de jouer la politique de l'autruche. La Pologne, nouveau membre de l'UE, doit montrer sa capacité à juguler le problème. À l'été 2008, le gouvernement a commencé un «recensement», quelque peu artisanal. Varsovie a demandé aux «kuratorium» (les antennes locales du ministère de l'Éducation) et aux écoles de «compter» le nombre d'enfants concernés par l'absence d'un ou de deux de leurs parents. Bozemma Kuzesal est vice-directrice du Kuratorium de Białystok. Elle précise: «Sur les 168 057 élèves recensés dans tout le district, 9 758 ont au moins l'un de leurs parents à l'étranger et 791 n'ont plus ni père, ni mère, soit un dixième de tous les enfants du canton. Mais cela ne veut rien dire, car il y a des cas où les enfants n'ont pas envie

Pour les responsables du Pedagogium, à Varsovie, les vrais orphelins de l'émigration restent une minorité, entre 3 000 et 18 000 enfants...



d'en parler, donc on ne sait pas.» Selon une étude du Bureau des droits de l'enfant à Varsovie, dans certaines régions du Sud du pays, 40% d'entre eux ont au moins un de leurs parents à l'étranger. «L'Europe a une vraie responsabilité dans ce problème, explique Irena Kowalska, en charge des études statistiques. Beaucoup de parents laissent leurs enfants en Pologne, parce qu'ils ne veulent pas les bouleverser dans leur développement.»

ICI, LONDRES

Selon un autre rapport de l'ONG Pedagogium, si 89% des «euroorphelins» sont confiés aux grands-parents ou à des proches (famille ou amis), 3% se retrouvent placés dans des orphelinats d'État. Niché dans un petit bois en bordure de la ville, l'orphelinat numéro 2 de Białystok accueille 74 enfants de moins de 18 ans, comme le précise sa directrice Barbara Czarniecka, aux commandes de l'établissement depuis une trentaine d'années.

Fleurs à l'entrée et linoléum coloré, l'endroit fait également office de centre d'accueil d'urgence. Depuis l'époque communiste, les choses ont bien changé, souligne Barbara Czarniecka: «Nous avons des ordinateurs et des thérapeutes. Mais rien ne remplace l'amour d'une mère.» Sept «euroorphelins» ont été comptabilisés. Pour la directrice, ce problème «relativement récent» est révélateur d'un grave dysfonctionnement de la société: «La religion, les valeurs familiales, c'est du vent tout ça!»





Les «Kuratorium» sont des antennes locales du ministère de l'Éducation.

Selon elle, les séquelles psychologiques de ce qu'elle nomme le «désinvestissement parental» seront irréversibles et concerneront «une génération au moins». Et, pour Barbara, une minorité de ces enfants qui sortiront de l'orphelinat auront une vie de famille normale. «Les autres reproduiront le même schéma: agressivité, anxiété, problèmes de

des repas gratuits pour les élèves en difficultés financières.» Certaines écoles ont déjà pris l'initiative d'établir un contact étroit, par e-mail ou téléphonique, avec les parents à l'étranger, afin de les informer en cas de problèmes de scolarité de leurs enfants. Quant à la question de l'adoption, elle reste plus délicate. «Au regard de la loi, ils ont toujours des parents et ne peuvent en conséquence être adoptés, souligne la secrétaire d'État. Dans la majorité des cas, l'émigration des parents est temporaire. Néanmoins, si l'absence se prolonge au-delà de six mois, elle nécessite une prise de responsabilité formelle de l'enfant.»

Enfants sacrifiés de l'émigration économique, la presse polonaise les a baptisés «euroorphelins». Leurs parents ne sont pas morts. Mais absents.

drogue ou d'alcoolisme... L'histoire se répète», ajoute-t-elle, tristement.

LE RETOUR DU PLOMBIER POLONAIS

Au cœur du Varsovie chic, entre bâtiments officiels et centre commercial en construction, la jeune secrétaire d'État à l'Éducation, Agnieszka Chton-Dominczak, enceinte jusqu'aux yeux, se veut rassurante: «Nous sommes conscients du problème. Nous voulons travailler à l'échelon local et déployer un réseau de soutien d'assistants sociaux et de psychologues, mettre place du soutien scolaire, voire même-

Suivant l'exemple du voisin lituanien, le gouvernement planche sur un projet de loi visant à imposer un tuteur légal en cas de départ. En outre, la résolution du problème des «euroorphelins» pourrait aller plus vite que prévu. «Avec l'actuelle crise économique et financière qui frappe l'Europe, les Polonais quittent l'Angleterre où le travail se fait plus rare et reviennent en masse», explique la politicienne. Les bureaux du travail polonais ont ainsi enregistré de nombreuses demandes d'emploi de la part de personnes de retour en Pologne. Désormais, la croissance plafonne à 6,5%, les salaires augmentent fortement, et le pays manque cruellement de bras. Mais aussi, et c'est un comble, de couffins: la natalité reste l'une des plus faibles en Europe avec 1,2 enfant par femme.